



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté n° 2024/ICPE/003 portant levée de la mise en demeure du 19 octobre 2020 prise à l'encontre de la société PAPREC GRAND OUEST à St-Herblain**

**LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 avril 2010 délivré à la société PAPREC GRAND OUEST pour l'exploitation d'un centre de récupération, transit, tri, broyage de déchets banals et inertes, 95 rue Robert Schuman sur le territoire de la commune de Saint-Herblain ;

**VU** l'arrêté du 19 octobre 2020 mettant en demeure la société PAPREC GRAND OUEST de régulariser sa situation ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 octobre 2023 délivré à la société PAPREC GRAND OUEST pour l'exploitation d'un centre d'activités de tri, transit, regroupement et broyage de déchets non dangereux, 95 rue Robert Schuman sur le territoire de la commune de Saint-Herblain ;

**VU** le courrier de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 5 janvier 2024 proposant la levée de la mise en demeure du 19 octobre 2020 ;

**CONSIDERANT** en conséquence que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2020 susvisé peut être levée ;

**ARRETE**

**Article 1 :** Est abrogé l'arrêté préfectoral n°2020/ICPE/270 en date du 19 octobre 2020 par lequel la société PAPREC GRAND OUEST a été mise en demeure sur la commune de Saint-Herblain

**Article 2 :** La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet d'un recours par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246Bd Saint-Germain, 75007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai de recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette 44041 Nantes cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 3 :** Le présent arrêté publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie sera adressée au maire de la commune de Saint-Herblain.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique et la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Nantes, le 5 janvier 2024**

**Le PRÉFET,**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Pascal OTHEGUY